

Issues pour l'agriculture éthiopienne : options et scénarios

Le Premier ministre éthiopien Meles Zenawi a clairement cerné le paradoxe de la politique agricole nationale en 2000 lors d'une déclaration : « L'agriculture demeure notre talon d'Achille et une source de vulnérabilité [...] Nous demeurons cependant convaincus que l'agriculture est le seul espoir de développement de l'Éthiopie ». Le fait est que la plupart des Éthiopiens luttent pour vivre sur de petites exploitations agricoles, obtenant de faibles rendements, courant des risques, dans une activité incapable de leur fournir un revenu de subsistance fiable et encore moins de leur permettre de « décoller » grâce à une réduction de la pauvreté ou à une croissance économique durable. Les décideurs politiques et les observateurs, qu'ils vivent en Éthiopie ou à l'étranger, hésitent entre encourager l'investissement dans les petites exploitations, l'agriculture commerciale ou l'abandon de ces fermes familiales sans avenir, en faveur de la diversification ou de l'urbanisation. Ils soulignent souvent que, si l'Éthiopie peut résoudre les problèmes graves de son agriculture, les leçons pourront s'appliquer dans de nombreuses autres régions africaines.

Alors, quelle issue choisir ? Et quelles en seront les implications pour les mesures visant la croissance économique, la réduction de la pauvreté, les filets de sécurité, etc. ? Quatre issues possibles (se recoupant entre elles) sont présentées ci-dessous.

Intensification des petites exploitations.

S'inspirant du modèle d'agriculture « intrant-production », cette école de pensée encourage un plus grand accès des petits exploitants aux intrants tels que semences améliorées, engrais et moyens de lutte contre la sécheresse. Elle est en droite ligne avec le programme de développement du gouvernement éthiopien et des projets tels que Sasakawa Global 2000, qui facilite l'accès aux engrais et aux semences grâce au crédit revolving et a remporté un certain succès en améliorant les rendements, par moments et par endroits. Ces dispositifs ont malheureusement tendance à échouer (ou à exiger de fortes subventions) lorsqu'une mauvaise récolte empêche les agriculteurs de rembourser leurs emprunts. Quoi qu'il en soit, le problème n'est pas la faible productivité des sols en soi, mais plutôt les contraintes liées aux

actifs et l'irrégularité des rendements. Dans les montagnes, la production de céréales s'élève à deux tonnes environ à l'hectare lorsque les précipitations le permettent, mais les familles, qui n'assurent pas régulièrement leur sécurité alimentaire cultivent moins d'un hectare et ne peuvent pas produire suffisamment pour se nourrir, même les années de bonne récolte. Etant donné que les caprices du climat et les mauvaises récoltes reviennent à intervalles réguliers, ces petits exploitants sont condamnés à une faible productivité, la taille de leurs lopins de terre étant trop réduite pour tirer leur subsistance de l'agriculture seule, et subissent une pression récurrente pour convertir en nourriture des actifs en constante diminution. Ils passent leur survie à gérer les crises d'une saison à l'autre, sans espoir d'échapper à la pauvreté par le biais de l'intensification.

Diversification des moyens de subsistance.

La théorie de la diversification stipule que dans l'agriculture, le facteur productivité (production à l'hectare) importe bien moins que la part de moyens de subsistance provenant des cultures. Etant donnée l'incapacité de la plupart des petits exploitants éthiopiens à vivre de l'agriculture, en raison des contraintes de ressources et des crises récurrentes, les pouvoirs publics se tournent de plus en plus vers des techniques innovantes pour encourager d'autres méthodes de production des moyens de subsistance.

La stratégie du gouvernement dite d'« industrialisation par le développement de l'agriculture » admet les liens réciproques entre l'agriculture et les autres secteurs, malgré leur faible impact jusqu'à ce jour.

Les autorités encouragent depuis peu les « moyens de subsistance groupés » afin de soutenir les sources de revenu secondaires telles que l'apiculture, comme supplément et pour

diversifier les revenus des ménages, face à la sécheresse et aux autres crises. Le développement des petites villes dans les campagnes est également favorisé pour aider à la diversification des moyens de subsistance. Une étude menée dans les provinces de Wollo et de Tigray confirme l'avantage pour les agriculteurs de vivre à une courte distance des centres urbains.

Les villes permettent en effet d'accéder à l'emploi, aux services de base et aux marchés pour se fournir en produits de base, en intrants et en produits agricoles.

A Wollo, le programme de décentralisation et la désignation des villes en capitales de district ou de zone ont créé des centres locaux de développement économique ayant des effets bénéfiques sur l'ensemble des villages voisins. A Tigray, d'importantes différences de revenus entre les ménages et de production agricole ont été observées selon la proximité des villages et des villes ou des marchés, notamment parce que les agriculteurs proches des villes bénéficiaient d'un meilleur accès au crédit pour se fournir en intrants, aux négociants en engrais et aux services de vulgarisation agricole.

Commercialisation de l'agriculture. L'idée selon laquelle une certaine inégalité peut être nécessaire à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté est en contradiction totale avec la préférence pour l'égalitarisme prônée par les politiciens éthiopiens. Elle reconnaît que les mesures d'« égalisation » des actifs sont parvenues à réduire les inégalités dans les campagnes éthiopiennes, mais au prix de l'éradication de l'esprit d'entreprise et des opportunités. Pour « faire avancer l'agriculture », il faut encourager les individus qui investissent dans ce domaine et développer les entreprises au lieu de brider leurs efforts (ce qui pourrait impliquer la tolérance envers un certain niveau

d'inégalité). La hausse des revenus créera des emplois et sera elle-même facteur de revenu, engendrant ce faisant des avantages potentiels parmi les ménages et dans les villages. L'exemple de Wollo montre que la chute du nombre des groupes aisés dans les villages depuis le début des années 1990 a accru la vulnérabilité et affaibli les performances de l'agriculture, les riches « mécènes » offrant à leurs voisins moins fortunés un accès vital aux ressources (telles que les bœufs de trait) et une aide précieuse les années difficiles.

L'une des conséquences évidentes de cette idée est que les « entrepreneurs » devraient être autorisés à accumuler des terres, ce qui suppose de privatiser les droits à la terre et d'introduire les principes du marché dans les transactions foncières. Ceci permettrait de regrouper les minuscules lopins familiaux en grandes exploitations commerciales, ce qui serait (peut-être) plus efficace et plus productif, mais déplacerait également ceux qui vendent leurs terres. Les contradicteurs affirment que cette idée prône le retour au féodalisme ou pourrait pour le moins entraîner le retour dans les campagnes d'une séparation entre propriétaires terriens et journaliers ou métayers sans terre. D'autres soulignent qu'une telle approche contredit la preuve de l'existence de la « relation inverse » entre taille des exploitations et productivité : à long terme, la commercialisation de l'agriculture n'augmente pas la productivité et peut même la réduire. On reproche également à ce modèle de supprimer le filet de sécurité que l'accès à la terre offre actuellement aux ménages ruraux et de prôner l'idée selon laquelle la prospérité se diffuse de haut en bas, ce qui ne devrait pas générer de développement des pauvres ni de réduction durable de la pauvreté. Cette issue est intéressante à étudier en profondeur, mais la polarisation des points de vue suppose une réflexion plus poussée (et des preuves plus probantes).

« **Dépopulation** ». La « dépopulation » peut constituer une autre réponse à la crise des petites exploitations agricole.

Au cours de la famine de 1984-1985 et de nouveau pendant le programme, controversé mais toujours en vigueur, appelé Voluntary Resettlement Programme (VRP), le gouvernement éthiopien a estimé que la rareté des terres représentait une contrainte sur l'agriculture dans les montagnes et que la solution consistait à déplacer les agriculteurs vers les plaines. Les autorités cherchent actuellement à déplacer 2,2 millions de personnes en trois ans, afin de soulager la pression sur les régions montagneuses surexploitées et de permettre aux familles acceptant de partir d'« accéder à de meilleures terres ». Certaines personnes se sont inquiétées d'une telle stratégie, qui masque les problèmes réels. Le déplacement a en outre été chaque fois mal mis en œuvre en Éthiopie (les premières observations révèlent même des lacunes dans le Voluntary Resettlement Programme en vigueur, qui ne devrait pas atteindre son objectif d'amélioration de la sécurité alimentaire des familles déplacées). Dans les zones d'élevage, les autorités ont répondu de la même manière aux signes récents de crise dans l'économie pastorale (trois années de sécheresse en cinq ans, plus d'accès à l'exportation pour le bétail), encourageant une « sédentarisation volontaire graduée » des éleveurs le long des cours d'eau ou dans les petites villes.

Bien que les éleveurs semblent généralement peu enthousiastes à l'idée d'un avenir sédentaire (mais les avis sont partagés), ils n'ont pas été consultés au sujet de cette mesure, que le gouvernement fédéral devrait mettre en œuvre au cours des années à venir. Les détracteurs de cette politique affirment que l'« installation » des éleveurs et le déplacement des agriculteurs répondent à la supposition malthusienne des contraintes des ressources naturelles par l'introduction de mesures inadaptées et frisant

l'ingénierie sociale. Une fois encore, le débat fait rage et les opinions de chaque partie s'opposent fermement.

Options et scénarios

Les parties prenantes et observateurs divers défendent différentes opinions sur les causes et les solutions adaptées à la « crise chronique » de l'agriculture éthiopienne. Il est urgent de clarifier les arguments avancés et de comprendre le fondement des jugements et des évaluations menant à la recommandation et à l'adoption des différentes mesures. La politique agricole éthiopienne est largement définie par une série d'idées reçues : la fertilité du sol diminue, les petites exploitations ne peuvent pas être viables, l'irrigation est impossible, etc. Mais quelles suppositions implicites et explicites sous-tendent le débat politique actuel et quelles sont leurs implications sur la manière dont les mesures sont élaborées et discutées ? Et quel en est le résultat, selon le lieu et selon les personnes ? L'Éthiopie doit faire face à un défi important (dans le cadre du nouveau Document de stratégie de réduction de la pauvreté et des autres dispositifs politiques formulés au niveau national) : l'étude des options et scénarios divers pour l'avenir des moyens de subsistance issus de l'agriculture dans les différentes régions du

pays. L'une des principales tâches du Consortium Avenir des Agricultures en Éthiopie consiste à susciter le dialogue au niveau régional, afin de créer des forums pour débattre les questions politiques à un échelon plus local et de les introduire dans les discussions plus larges, au niveau national.

Remerciements:

Ce *Point Info* est écrit par Samuel Gebreselassie, Amdissa Teshome, Stephen Devereux, Ian Scoones et Kay Sharp pour le **Future Agricultures Consortium**. Le Rédacteur des Series est David Hughes. Pour de plus information concernant cette série visitez: www.future-agricultures.org

Future Agricultures Consortium a pour objectif de susciter les débats et d'encourager le dialogue sur les questions essentielles et la politique à conduire, pour l'avenir de l'agriculture en Afrique. C'est un partenariat entre organismes de recherche africains et britanniques. Future Agricultures, Institute of Development Studies, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni
T +44 (0) 1273 915670 E info@future-agricultures.org

Les lecteurs sont autorisés à citer ou reproduire le contenu des Points Infos de Future Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium Avenir des Agricultures souhaite être mentionné et recevoir une copie de la publication.

FAC apprécie le support de l'
UK Department for International Development (DfID)

